



Dispositif d'alerte

Parsider et ses filiales

La loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016, relative à la **transparence**, à la **lutte contre la corruption** et à la **modernisation de la vie économique**, dite **SAPIN II**, impose la mise en place d'un dispositif **d'alerte**.

La mise en œuvre de ce dispositif s'insère pleinement dans l'engagement compliance et éthique du groupe Riva.

Quels faits peuvent faire l'objet d'une alerte ?

- Un crime ou un délit,
- Une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation de la loi ou du règlement,
- Une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international de la France,
- Une menace ou un préjudice pour l'intérêt général,

Plus généralement, nous vous invitons à signaler tout risque grave, notamment pénal, pour l'entreprise et ses équipes.

Qui peut lancer l'alerte ?

Le lanceur d'alerte doit-être une personne physique, n'avoir reçu aucune contrepartie financière directe pour son alerte et être de bonne foi. C'est à ces conditions que le lanceur d'alerte bénéficiera des pleines protections garanties par la loi. A défaut, en cas notamment de mauvaise foi, de colportage de rumeurs ou de faits diffamatoires, il s'exposera à des sanctions.

Le dispositif est ouvert :

- Aux salariés,
- Aux anciens salariés,
- Aux candidats évincés d'un recrutement,
- Aux collaborateurs externes et occasionnels,
- Aux actionnaires,
- Aux dirigeants,
- Aux contractants, aux sous-traitants et à leurs salariés.

Comment lancer l'alerte ?

PARSIDER et ses filiales ont mis en place un dispositif d'alertes professionnelles et, pour cela, ont choisi un référent externe Ethicorp.org accessible à l'adresse :

<https://www.ethicorp.org> avec le code corporate : **@275RIVAPARS20**

Cette plateforme de réception et de traitement des alertes est entièrement gérée et administrée par des avocats, professionnels réglementés indépendants, astreints à des obligations déontologiques et disciplinaires strictes, notamment en matière de confidentialité et secret professionnel.

Les alertes seront traitées par l'équipe Ethicorp en collaboration avec le Comité Compliance interne qui, lui, n'aura pas connaissance de l'identité du lanceur d'alertes.

L'utilisation abusive de ce dispositif d'alerte peut exposer son auteur à des sanctions ou des poursuites, mais à l'inverse, son utilisation de bonne foi n'exposera son auteur à aucune sanction disciplinaire, quand bien même les faits s'avèreraient par la suite inexacts ou ne donneraient lieu à aucune suite.

Ce dispositif d'alerte n'est qu'un moyen de signalement parmi d'autres (comme peut l'être la voie hiérarchique), et le fait de ne pas y avoir recours ne peut entraîner aucune sanction.

Comment sont traitées les données à caractère personnel ?

Vous trouverez ci-dessous les informations relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre par PARSIDER et ses filiales dans le cadre de leur dispositif d'alertes professionnelles. Ce traitement est mis en œuvre dans le respect du Référentiel de la CNIL relatif aux traitements de données à caractère personnel destinés à la mise en œuvre d'un dispositif d'alerte du 6 juillet 2023.

Responsable de traitement

Le responsable du traitement est la société **PARSIDER**.

Finalités et base légale du traitement

Le dispositif d'alerte professionnelle de PARSIDER et ses filiales donne lieu à un traitement de données à caractère personnel afin de :

- Recueillir et traiter les alertes ;
- Effectuer les vérifications, enquêtes et analyses nécessaires ;
- Définir les suites à donner à l'alerte ;
- Assurer la protection des personnes concernées ;
- Exercer ou défendre des droits en justice.

Ce traitement de données est nécessaire au respect de **l'obligation légale** de PARSIDER et ses filiales en application de la Loi Sapin II.

Catégories de données traitées

Dans le cadre de ce traitement, les catégories de données personnelles suivantes sont traitées :

- Alerte (faits signalés),
- Données d'identification et coordonnées de l'émetteur de l'alerte (sauf signalement anonyme), des personnes faisant l'objet de l'alerte, des personnes intervenant, consultées ou entendues dans le recueil ou le traitement de l'alerte, des facilitateurs et personnes en lien avec l'émetteur de l'alerte ;
- Éléments recueillis dans le cadre de la vérification des faits signalés ;
- Comptes-rendus des opérations de vérification ;
- Suites données à l'alerte.

Les destinataires des données

Les données traitées sont uniquement accessibles aux personnes habilitées à en connaître au regard de leurs attributions. Les alertes seront traitées par l'équipe Ethicorp en collaboration avec le Comité Compliance interne de PARSIDER qui, lui, n'aura pas connaissance de l'identité du lanceur d'alertes.

Les données peuvent être transmises à l'autorité judiciaire, une fois établi le caractère fondé de l'alerte.

Les données ne font pas l'objet d'un transfert hors de l'Union européenne.

Durées de conservation

Les données sont archivées, anonymisées ou supprimées selon la suite donnée à l'alerte conformément au Référentiel de la CNIL relatif aux traitements de données à caractère personnel destinés à la mise en œuvre d'un dispositif d'alerte du 6 juillet 2023.

Droits des personnes

Les personnes concernées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement (droit à l'oubli), et de limitation du traitement de leurs données à caractère personnel dans les conditions et limites prévues par le RGPD.

Pour pouvoir exercer leurs droits, les personnes concernées peuvent nous contacter par courrier postal ou par voie électronique à l'adresse suivante : **dpo.france@rivagroup.com** ou par voie postale à **RIVA-DPO Immeuble ALPA Z.I Limay Porcheville – 25 Avenue du Val 78440 Gargenville.**

Elles peuvent également contacter notre DPO pour toute question ou information complémentaire relative au traitement de leurs données ou à l'exercice de leurs droits.

Si elles estiment, après nous avoir contactés, que leurs droits ne sont pas respectés, elles ont la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).



**Riva Acier
Parsider**

Siège social:

Immeuble ALPA – ZI Limay Porcheville
78440 Gargenville

Tel: +33.1.30982000

Fax: +33.1.34775114

Email: contact.france@rivagroup.com

www.rivaacier.com

Octobre 2023

Copyright © Riva Acier